

VD_FINDINFO Décision / 2012 / 271 vom 10. April 2012

VD Tribunal cantonal, 2012-04-10, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_D_cision__2012__271

FR: VD_FINDINFO Décision / 2012 / 271 du 10 avril 2012

IT: VD_FINDINFO Décision / 2012 / 271 del 10 aprile 2012

Regeste

RETRAIT{VOIE DE DROIT}, RADIATION DU RÔLE, ASSISTANCE JUDICIAIRE |
18 al. 5 LPA-VD, 94 al. 1 let. c LPA-VD

Volltext

Vaud Tribunal cantonal Cour des assurances sociales 10.04.2012 Décision / 2012 / 271

RETRAIT{VOIE DE DROIT}, RADIATION DU RÔLE, ASSISTANCE JUDICIAIRE |
18 al. 5 LPA-VD, 94 al. 1 let. c LPA-VD

TRIBUNAL CANTONAL AI 30/12 - 125/2012 ZD12.004586 COUR DES
ASSURANCES SOCIALES _____

Décision du 10 avril 2012 _____ Présidence de M. Neu , juge
unique Greffier : M. Addor ***** Cause pendante entre : D. _____ , à Veytaux,
recourant, agissant par l'intermédiaire de sa mère, elle-même représentée par Me Flore
Primault, avocate à Lausanne, et OFFICE DE L'ASSURANCE-INVALIDITE POUR LE
CANTON DE VAUD , à Vevey, intimé. _____ Art. 18 et 94 al. 1 let. c
LPA-VD Vu le recours formé le 6 février 2012 par D. _____ à l'encontre de la décision
prise le 13 janvier 2012 par l'Office de l'assurance-invalidité pour le canton de Vaud
(ci-après: l'OAI) lui refusant l'octroi de mesures médicales, vu la réponse déposée le 19
mars 2012 par l'OAI, vu la déclaration de retrait du recours envoyée par le recourant le 5
avril 2012, vu les pièces au dossier; considérant qu'il y a lieu de rayer la cause du rôle par
suite de retrait du recours, selon la procédure de l'art. 94 al. 1 let. c LPA-VD (loi cantonale
vaudoise du 28 octobre 2008 sur la procédure administrative; RSV 173.36); considérant
que, par décision du juge instructeur du 9 février 2012, le recourant a obtenu au titre de
l'assistance judiciaire la commission d'office d'un avocat en la personne de Me Flore
Primault (art. 118 al. 1 let. c CPC [code de procédure civile du 19 décembre 2008; RS 272]
par renvoi de l'art. 18 al. 5 LPA-VD); que, lorsqu'une partie au bénéfice de l'assistance
judiciaire n'obtient pas gain de cause, comme c'est en l'occurrence le cas, les frais
judiciaires sont à la charge du canton (art. 122 al. 1 let. b CPC par renvoi de l'art. 18 al. 5
LPA-VD) et le conseil juridique commis d'office est rémunéré équitablement par le canton
(art. 122 al. 1 let. a CPC par renvoi de l'art. 18 al. 5 LPA-VD), qu'il y a donc lieu, par le
présent prononcé, de fixer la rémunération de l'avocate d'office, que celle-ci a renoncé à
produire la liste de ses opérations, s'en remettant à l'appréciation du juge, la rémunération
étant ainsi arrêtée à 388 fr. 80 (dont 28 fr. 80 de TVA), forfait pour les débours à raison de
108 fr. en sus, soit au total 496 fr. 80, TVA comprise, que si cette rémunération est
provisoirement supportée par le canton, le recourant est rendu attentif au fait qu'il est tenu
d'en rembourser le montant (art. 123 al. 1 CPC par renvoi de l'art. 18 al. 5 LPA-VD), qu'il
incombe au Service juridique et législatif de fixer les modalités de ce remboursement (art. 5
RAJ [règlement du 7 décembre 2010 sur l'assistance judiciaire en matière civile; RSV

211.02.3]) en tenant compte des montants éventuellement payés à titre de franchise depuis le début de la procédure, qu'au surplus, il n'y a pas à percevoir de frais judiciaires (art. 50 LPA-VD). Par ces motifs, le juge unique prononce : I. La cause est rayée du rôle par suite de retrait du recours. II. L'indemnité du défenseur d'office Flore Primault est fixée à 496 fr. 80 (quatre cent nonante-six francs et huitante centimes), TVA comprise. III. Il n'est pas perçu de frais judiciaires. Le juge unique : Le greffier : Du La décision qui précède est notifiée à : ■ Me Flore Primault, avocate (pour D. _____), ■ Office de l'assurance-invalidité pour le canton de Vaud, ■ Office fédéral des assurances sociales, par l'envoi de photocopies. Cette décision est communiquée, par courrier électronique, au Service juridique et législatif. La présente décision peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public devant le Tribunal fédéral au sens des art. 82 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral; RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral (Schweizerhofquai 6, 6004 Lucerne) dans les trente jours qui suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF). Le greffier :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.